

Dr LJILJANA ALEKSIĆ-PEJKOVIĆ  
conseiller scientifique  
Institut d'Histoire, Belgrade

## LES RELATIONS ENTRE L'ITALIE ET LE MONTÉNÉGRO JUSQU' EN 1881

Dans la lutte pour la libération nationale de l'Italie de l'occupation et la domination autrichiennes et pour son unification, les milieux révolutionnaires italiens ont commencé, dès les années trente du XIX<sup>e</sup> siècle déjà, à regarder les peuples de la région danubienne-balkanique, et parmi ceux-ci aussi les Slaves du Sud, comme leurs alliés potentiels dans la lutte contre l'Autriche. Les peuples balkaniques de leur côté, considéreront l'Italie, surtout à partir de la fin des années cinquante du XIX<sup>e</sup> siècle, leur alliée naturelle dans leur lutte pour la mise en oeuvre du principe de nationalité, aussi dans la Péninsule Balkanique. Le danger de relier, par cette alliance, recherchée par l'un et l'autre côté, la question italienne et la question d'Orient et de bouleverser par là le système d'équilibre existant en Europe, ainsi que le fait que, par le Traité de Paris de 1856, le Royaume de Sardaigne était devenu une des puissances garantes de l'intégrité de la Turquie, ont influé à ce que les intérêts que la bourgeoisie italienne prenait à la question d'Orient deviennent un facteur avec lequel les grandes puissances devaient compter. Dans ces cadres généraux se développeront aussi les rapports entre l'État moderne italien et l'État monténégrin.

Dans les cercles politiques italiens qui considéreront la question d'Orient comme une possibilité pour résoudre plus vite et plus facilement aussi la question italienne, deux points de vue se cristalliseront, vers le milieu des années quarante du XIX<sup>e</sup> siècle. Un se rattache au nom de César Balbo, aristocrate sarde, homme politique d'orientation monarchique, d'ailleurs historien connu, publiciste et personnage dans la vie publique. La conception des milieux conservateurs et des libéraux modérés de cette époque en Europe, qu'une puissante Autriche était indispensable pour le maintien de l'équilibre européen, afin d'empêcher la

Rusie de continuer à »descendre« en Europe et vers la région méditerranéenne, fut élaborée par Balbo par rapport à l'Italie: l'encerclement de celle-ci par l'Autriche serait brisé le plus facilement par »l'orientalisation« et la »balkanisation« de cette puissance, c.à.d. en dirigeant son expansion future vers la région danubienne-balkanique, aux dépens de la Turquie (Delle speranze d'Italia, Capolago 1844). Avec le temps, les principaux hommes politiques et publicistes des rangs des libéraux modérés, appréhendant l'accroissement des forces révolutionnaires-démocratiques ainsi que l'augmentation de l'influence russe en Europe, défendront de plus en plus souvent, presque comme une devise, cette idée de Balbo. Cependant, les forces révolutionnaires-démocratiques avec Mazzini et plus tard avec Garibaldi à la tête, craignant elles-mêmes le renforcement de la Russie en Europe, ont tout de même désiré la destruction de l'Autriche comme pilier de l'équilibre européen; pour cette raison elles étaient enclines à la solution révolutionnaire de la question italienne aussi bien que de la question d'Orient, au moyen d'une alliance entre l'Italie et les peuples opprimés des Balkans.

Quant au Monténégro, l'arrivée de l'Autriche dans son voisinage direct sur la base des décisions du Congrès de Vienne de l'année 1815, l'avait mis dans des conditions nouvelles défavorables avec lesquelles il devra constamment compter à l'avenir. Mais, puisqu'il restait, à cause de sa lutte de libération nationale tenace, un facteur très important dans la question d'Orient, les grandes puissances particulières tâcheront de faire du Monténégro le bras prolongé de leur politique dans les Balkans. Passant, au temps du Congrès de Paris de 1856 du domaine de l'influence exclusive de la Russie dans le champ d'action de la diplomatie européenne, la question monténégrine deviendra, encore plus qu'elle ne l'était jusque là, l'arène des conflits d'intérêts des grandes puissances dans le Proche-Orient.

La nouvelle phase dans laquelle est entrée la lutte armée du Monténégro pour l'expansion territoriale et la reconnaissance internationale après la proclamation de la principauté et la consolidation du pouvoir d'État centraliste, a amené aussi une tactique nouvelle. La constellation diplomatique, créée par le Traité de Paris, exigeait une puissante action diplomatique par laquelle les acquisitions de cette lutte seraient assurées. A cause de la défaite qu'avait subie dans la guerre de Crimée l'alliée et protectrice traditionnelle du Monténégro, la Russie, ainsi qu'à cause de l'établissement du système de garantie collective de l'intégrité de la Turquie, l'élargissement du bloc des puissances amies et bienveillantes devint très important. Afin d'imposer à la diplomatie européenne la solution favorable de son objectif immédiat (territoire d'État arrondi dans la direction du Lac de Scutari et de l'Herzégovine, issue au bord de la mer et reconnaissance internationale), le Monténégro encourageait d'une façon énergique les mouvements de libération dans les régions voisines et par là aussi les complications dans les Balkans. L'Italie, dans la phase finale de son Risorgimento, était son alliée naturelle aussi bien parce qu'elle luttait elle-même pour le principe de nationalité qu'à cause de la tactique qu'elle-même était de temps en temps prête à appliquer – l'inci-

tation aux crises nouvelles ou l'utilisation des crises déjà ouvertes dans la question d'Orient.

Bien que les relations entre l'Italie et le Monténégro soient partie intégrante des relations italo-yougoslaves générales, elles avaient, dans certaines périodes tout de même leurs traits spécifiques par suite des quels il est possible, et même nécessaire, de les considérer comme rapports bilatéraux. On donnera ici un aperçu de ces rapports jusqu'à la reconnaissance internationale de l'indépendance et jusqu'à la délimitation des frontières du Monténégro en vertu des décisions du Traité de Berlin (au commencement de l'année 1881).\*

\* \* \*

Cinq siècles du règne de Venise dans les Bouches de Kotor et dans le Littoral, à la frontière ouest du Monténégro, l'alliance périodique contre la Turquie et, encore plus souvent, différentes espèces de pression politique et économique exercée sur le Monténégro, ont laissé parmi les Monténégrins un souvenir durable de cette période même après que la République Vénitienne a cessé d'exister en 1797. Parmi la population de l'Italie septentrionale, les sentiments de liaison durable avec les anciennes possessions de la République de Venise ainsi que les mémoires de la domination séculaire sur l'Adriatique, continuaient à éveiller un vif intérêt pour les Slaves du Sud dans le proche voisinage. Les personnalités connues du Risorgimento italien à Trieste, parmi lesquelles les plus éminents étaient Francesco dell'Ongaro et Pacifico Vallussi, donneront vers la fin des années trente du XIX<sup>e</sup> siècle, une impulsion nouvelle à ceux qui écrivaient sur les Slaves du Sud avoisinants et qui étudiaient leurs problèmes. La revue connue de Trieste La Favilla enregistrera le séjour à Trieste de l'évêque monténégrin Njegoš lors de ses passages en Russie et à Vienne, publiera certaines de ses poèmes et il y avait aussi des aperçus de l'histoire et de la culture du Monténégro. Niccolò Tommaseo, écrivain italien connu d'origine dalmate, dont la maison à Venise était le rendez-vous des patriotes et révolutionnaires slaves et yougoslaves, dans l'intérêt littéraire qu'il prenait à la langue et à la culture des Slaves du Sud était puissamment inspiré par la poésie populaire monténégrine. Il fascinait Njegoš par ses oeuvres littéraires. Dès la première rencontre, au commencement de l'année 1844, ils resteront en contact personnel et en correspondance périodique, bien que le comportement laïque de l'évêque monténégrin provoquât la révolte de Tommaseo. En outre, la peur qu'il éprouvait de l'alliance traditionnelle du Monténégro et de la Russie influeront sur lui à considérer le Monténégro déjà en ce temps-là comme «le faubourg de Saint-Petersbourg» et Njegoš le principal agent de l'empereur Nicolas dans les Balkans.

Bien que les liens politiques des provinces italiennes avec le Monténégro fussent interrompus par l'abolition de la République de Venise, les liens d'affaires et autres liens du Monténégro avec le monde extérieur continuaient à aller, par le Littoral, d'abord à l'Italie, en premier lieu à Trieste, mais aussi à ses provinces méridionales. La communauté orthodoxe serbe à Trieste et celle à Venise servaient de liaison principale avec le monde italien. Les métropolitains monténégrins tâchaient d'élargir

leurs connaissances du monde environnant et il y avait autour d'eux des personnages, assez rares, il est vrai, qui, venant de nos autres milieux ou des milieux étrangers, répandaient autour d'eux aussi leur connaissance des problèmes italiens. Pour cette raison, bien qu'au Monténégro à cette époque-là il n'y eût d'organes d'opinion publique, du moins les hommes politiques et les hommes d'affaires principaux étaient suffisamment versés dans les événements et la situation politique de la Péninsule Italienne lorsque là éclata la révolution au mois de mars 1848.

Les relations politiques du Monténégro avec les pays italiens ne deviendront de nouveau l'objet de l'intérêt réciproque qu'avec la révolution de 1848, et cela de nouveau par Venise, cette fois-ci république démocratique. La proclamation de la République de Saint-Marc le 23 mars 1848 signifiait non seulement la restauration de l'ancien pouvoir sur la ville de Venise et les provinces vénitiennes sous l'Autriche, mais aussi la proclamation des prétentions sur les autres possessions d'outre-mer de l'ancienne République de Venise: Istrie, Dalmatie et Bouches de Kotor.

L'effervescence révolutionnaire qui avait secoué l'Italie au cours de toute l'année 1847, accompagnée de relâchements et de cassures dans le système des régimes autoritaires et surtout les révolutions à Milan et à Venise au mois de mars 1848 ont provoqué, même dans les régions yougoslaves, autrefois sous la domination de Venise l'ébullition d'un caractère différent. Dans la région des Bouches de Kotor, particulièrement dans la contrée de Grblje, les dispositions anti-autrichiennes ont pris de telles proportions qu'on s'attendait, dans la région de Konavli et à Dubrovnik, à une poussée des Monténégrins vers les villes du littoral; on croyait que leur soutien à la révolte en Grblje était une partie du plan plus vaste, conçu à Saint-Petersbourg.

Une telle situation dans la région des Bouches de Kotor, bien qu'elle répondît autrement aux intérêts et aux buts du gouvernement de la nouvelle République de Venise, inquiétait sérieusement celui-ci. N. Tommaseo, ministre de l'Instruction publique dans le nouveau gouvernement vénitien, considérait le Monténégro, comme d'ailleurs, l'Autriche elle-même, au printemps de l'année 1848, comme bras prolongé de la Russie. Pour cette raison, à l'effet d'obvier à l'occupation du territoire côtier, des Bouches de Kotor et de la Dalmatie par les troupes monténégrines, il s'adressa personnellement à Njegoš, le 31 mars. Injuriant Njegoš de propos délibéré, il le nommait chef de brigands, prêtre aux mains souillées de sang et tyran de son peuple. Tommaseo l'accusait d'être laquais de la Russie et le menaçait de démasquer ses intentions devant l'Europe et de faire son possible pour qu'on lui inflige la peine qu'il mérite. La lettre, écrite en deux langues, était diffusée au cours du mois d'avril à Venise, dans les Bouches de Kotor et en Dalmatie, et publiée dans les journaux de Vienne et de Prague.

Dans sa réponse pondérée, Njegoš a rejeté les accusations que le peuple monténégrin, qui combattait pendant des siècles pour la liberté, pourrait être l'ennemi de celle-ci et reprochait à Tommaseo de nourrir à l'égard des Slaves les mêmes préjugés que le reste du „monde" auquel il

se rapporte et de s'opposer à leur émancipation. Demandant pour les Monténégrins, aussi bien que pour les autres Slaves, le même droit de lutter pour leur indépendance, auquel se réfèrent en ce moment aussi les autres peuples européens. Njegoš a souligné à la fin qu'il concevait bien la duplicité des mobiles de Tommaseo. Il a, de toute évidence, fait allusion au fait que la nouvelle République démocratique de Venise, à peine surgie de la lutte de libération nationale de ses masses populaires, quoique pas encore consolidée elle-même, annonce déjà ses prétentions de garder les anciennes colonies vénitienes pour soi; l'appréhension qu'elle a manifesté par Tommaseo que la Dalmatie et les Bouches de Kotor ne tombent sous l'influence de la Russie par le moyen du Monténégro, n'était qu'un côté de la médaille. Parmi les hommes d'État et politiciens de l'époque, Njegoš était le premier qui l'avait senti et exprimé en public.

La véritable réponse de Njegoš à Tommaseo et à tous ceux qui étaient, soit à Venise, soit dans les régions du Littoral, enclins au rattachement de ces provinces à Venise, était en fait sous forme de message personnel qu'il a adressé, un mois plus tard (le 20 mai – le 2 juin), en accord avec le gouvernement serbe, »aux frères des deux églises, aux Bocquais et aux Ragusains«. Le motif direct était l'appel que Tommaseo avait adressé aux Croates et aux autres peuples slaves, distribué au commencement du mois d'avril, en notre langue en Dalmatie et dans la région des Bouches de Kotor. Njegoš menaçait d'inimitié ouverte et de représailles sanglantes tout ceux qui, au lieu d'être fidèles à leur nation et au ban croate Jelačić, s'emploient pour le retour des provinces maritimes dans le cadre de Venise.

La détermination de Njegoš d'empêcher, même au prix des plus grands sacrifices, l'annexion éventuelle de la région des Bouches de Kotor, qu'il considérait partie intégrante du littoral monténégrin, à la République de Venise restaurée, a fait une impression profonde, non seulement sur le peuple de cette région. C'était une des principales raisons qui faisait hésiter Tommaseo jusqu'à la fin, de se mettre à la tête de l'action visant à susciter la révolte des provinces maritimes sous la domination de l'Autriche, bien qu'on lui adressât des appels de tous côtés. Il restait convaincu que l'Autriche, au cas où la révolte venait à éclater dans les provinces susmentionnées au profit de Venise, inviterait elle-même Njegoš à occuper la région des Bouches de Kotor.

C'est précisément à cause de ces prétentions réactionnaires de Venise, ainsi que des tendances qui se manifestaient dans quelques villes plus importantes de Dalmatie, que les proclamations de Njegoš ne peuvent pas être considérées comme une expression des dispositions austrophiles et de l'animosité envers le mouvement de libération italien, comme cela lui était reproché aussi bien par quelques contemporains que par certains historiens futurs. Dans les conditions de l'asservissement national on ne pouvait pas avoir en vue uniquement le moment de classe, en négligeant complètement le moment national. Tout soutien aux dispositions pro-italiennes dans les provinces yougoslaves, bien qu'il renfermât l'appui à la révolution bourgeoise, signifiait objective-

ment seconder la restauration de l'ancien degré de morcellement national.

La réaction publique de Njegoš aux prétentions impérialistes de la République de Venise, à laquelle s'étaient associés aussi le gouvernement et l'opinion publique en Serbie<sup>xx</sup> était, comme on le sait, la première occasion à laquelle les deux pays ont fait un pas en commun et de concert dans un cas concret qui avait directement trait à la question de l'unification serbe et yougoslave. De même, la solidarité serbo-croate, déjà manifestée en Vojvodina, s'est étendue aussi sur ce secteur. Quant à Venise, elle tenait beaucoup à son droit historique dans le cadre des anciennes frontières continentales de la vieille république, entre autre aussi pour renforcer par là ses positions par rapport à la bourgeoisie piémontaise et lombarde, particulièrement par rapport à Gênes. Mais par là, elle introduisait en même temps dans la sphère des aspirations de la future Italie unie aussi les anciennes colonies de l'autre côté de l'Adriatique. Ainsi, cet événement a mis à jour la contradiction entre les conceptions nationales déjà formées italiennes et serbo-yougoslaves. Il s'est montré, à la fois que les rapports italo-monténégrins, bien qu'en ce moment ils ne fussent au premier plan ni du mouvement national italien ni du mouvement national serbe, étaient devenus en ce temps-là déjà une partie intégrante des rapports italo-yougoslaves.

\*

Après la défaite de la révolution de 1849 dans les milieux politiques de l'une et de l'autre aile en Italie, il s'est consolidée la conviction que la question italienne était impérativement liée aux mouvements nationaux de tous les peuples opprimés dans l'espace danubien-balkanique. En même temps, l'appréhension que les aspirations nationales des peuples sud-slaves n'amènent pas ses »petits ruisseaux« à se jeter dans la grande mer slave de la Russie tsariste, a été sublimée dans l'attitude résolue du comte Cavour: les coups destinés à l'Autriche et à la Turquie, n'importe combien fussent-ils dans l'intérêt de la solution de la cause italienne, ne doivent pas ouvrir à la Russie la voie vers les Balkans et la région méditerranéenne. On verra une issue dans la formation d'une confédération de ces peuples et la combinaison avec la Hongrie comme pivot aura le plus grand nombre de partisans. Bien que Mazzini eût définitivement abandonné cette combinaison en 1857 déjà, elle sera un des postulats fondamentaux de l'Italie officielle jusqu'à l'été de l'année 1862, lorsque commencera le virage graduel favorisant la communauté yougoslave avec la Serbie à la tête.

Dans cet accroissement général de l'intérêt pour les Slaves du Sud, la première place appartenait aux Croates, et ensuite de plus en plus aussi aux Serbes, mais les oeuvres sur le Monténégro et la vie, les coutumes, la culture et la poésie populaire de ce pays devenaient de plus en plus nombreuses. Les journaux de Trieste devançaient les autres dans cet intérêt, mais la chronique de quelques autres organes, témoignait de l'attention que le Monténégro, particulièrement la figure attrayante de son souverain et son mouvement à travers l'Italie, commençaient à attirer. Particulièrement impressionnante est la susceptibilité avec laquelle

les consuls italiens en Dalmatie, surtout celui de Trieste, suivent et enregistrent chaque détail relatif à l'influence russe dans ces régions, avant tout au Monténégro. L'intérêt porté au Monténégro recevra une incitation importante en 1858, d'abord par l'insurrection de Vukalović en Herzégovina et ensuite par la délimitation entre le Monténégro et la Turquie après la bataille de Grahovo. Mazzini qui attendait que la guerre de l'Italie et de la France contre l'Autriche allait provoquer une chaîne des mouvements nationaux en Turquie, comptait que le Monténégro, outre la Serbie et la Bosnie, donnerait aussi le signal pour cette lutte; et lorsque cela ne s'était pas produit, il fut très déçu.

La possibilité que la Sardaigne, après 1856, en tant qu'une des puissances garantes-protectrices de la Turquie, dirige le mouvement en Orient, à influé qu'en Italie on commence à considérer ces mouvements comme un moyen complémentaire pour la réalisation des propres objectifs nationaux. La droite libérale-conservatrice en Sardaigne, liée à Napoléon III comme allié extérieur dans la lutte contre l'Autriche devait, en outre, suivre aussi sa politique soi-disant des nationalités dans la question d'Orient. Et comme le Monténégro représentait pour Napoléon III le polygone pour les compromis avec la Russie afin de la gagner à sa politique envers l'Italie et l'Autriche, le comte Cavour était obligé, malgré la suspicion qu'il nourrissait envers l'influence de la Russie au Monténégro, de prêter dans ses calculs politiques son attention aussi à ce pays. Analogiquement à son protecteur français, il avait, lui-aussi, l'idée de prendre la question monténégrine, à cause des difficultés que l'Autriche faisait lors de la délimitation entre le Monténégro et la Turquie après la bataille de Grahovo, comme prétexte approprié pour la rupture des relations avec cette puissance et la déclaration de guerre. Dans les plans du comte Cavour d'une action à effectuer en commun avec l'émigration hongroise contre l'Autriche, le Monténégro avait sa place en rapport avec la diversion sur la côte adriatique parce que, parmi différents points de débarquement possibles, on avait en vue aussi la côte turque à proximité du Monténégro. De nombreuses données sur l'intention d'impliquer le Monténégro dans cette diversion témoignent de l'importance qu'on y accordait à ce pays par les Français et les Sardes jusqu'au moment où l'on a dû abandonner toute cette combinaison à cause de l'Angleterre, qui s'opposait énergiquement à l'élargissement du conflit sur la Turquie. De son côté, la disposition du prince monténégrin à répondre à l'appel de l'empereur Napoléon III en rapport avec la guerre contre l'Autriche et la divulgation des bruits de l'imminence de cette guerre parmi les insurgés herzégoviniens, s'est inséré dans les efforts du prince Danilo à se séparer de la dépendance exclusive de la Russie et à se lier autant que possible à Napoléon III et à sa politique.

Après l'annexion des États de l'Italie centrale et ensuite aussi de l'Italie méridionale au Royaume de Sardaigne au cours des années 1859 et 1860, le problème principal de la politique étrangère du nouveau régime était l'achèvement de l'unification nationale: le rattachement de Venise qui continuait à rester sous la domination de l'Autriche et de Rome, où était stationnées, à partir de l'année 1849 déjà, les troupes

françaises pour protéger le pouvoir temporel du pape. L'application des moyens diplomatiques ou le recours aux plans de l'action révolutionnaire en commun avec les peuples balkaniques, à la solution de ces questions, particulièrement de celle de Venise, dépendra pour une part des circonstances extérieures et en partie aussi de la mesure dans laquelle les libéraux modérés-cavouristes dirigeants étaient prêts ou contraints à un compromis et à la collaboration avec les éléments révolutionnaires-démocratiques – partisans de Mazzini et de Garibaldi. Dans cette situation l'état latent de désordre et d'agitation dans les provinces yougoslaves sous la domination de la Turquie dans chaque crise européenne importante, jusqu'au Congrès de Berlin en 1878, ranimait les anciennes idées de César Balbo de donner à l'Autriche, en échange de ses possessions en Italie, les compensations en Turquie. L'implication de l'Herzégovine dans une transaction pareille se manifesterait pour la première fois ouvertement à l'occasion de l'insurrection dans cette province et de l'appui que le Monténégro lui a prêté en 1860-1862.

Au cours de l'annexion des provinces italiennes au Piémont, et surtout de l'expédition de Garibaldi dans la Sicile et à Naples au printemps et en été de 1860, dans nos pays s'est formée la conviction que le moment était venu aussi pour la solution définitive de la question d'Orient et pour la libération du peuple serbe de la domination turque. A cela contribuaient le plus, outre la situation diplomatique qui semblait être favorable, les plans du Parti d'action italien, des émigrations hongroise et polonaise d'étendre l'action de Garibaldi aussi sur les Balkans; les mesures préventives des autorités turques et autrichiennes n'ont fait que de raffermir davantage cette conviction. Comme on mentionnait, comme endroit de débarquement le plus probable, la côte entre Bar et Scutari, les événements en Italie inspiraient les espérances particulières au peuple de l'Herzégovine et du Monténégro.

A Cetinje on était d'avis que les circonstances aussi bien extérieures qu'intérieures imposaient au Monténégro le devoir de ne pas laisser s'échapper l'occasion pour une coopération avec les volontaires italiens et hongrois. Les milieux officiels, avec le père du prince, le voïvode Mirko, ont commencé à s'enthousiasmer sérieusement de la pensée d'inaugurer, eux aussi, une action analogue à celle qu'avait, bien que dans des conditions différentes, effectuée le Piémont; on avait particulièrement en vue de canaliser le mouvement national au profit du Monténégro, à l'exemple de cet État italien. Cependant, la décision prise dans les derniers jours de l'année 1860 et dans les premiers jours de l'année 1861, sur l'initiative du voïvode Mirko, d'établir les relations avec la Sardaigne et d'apprendre ses véritables intentions à l'égard de la Dalmatie en vue d'une coopération éventuelle, n'a pas pu être mise en oeuvre à cause de la puissante pression exercée par les gouvernements russe et français.

L'initiative pour le contact était venue du côté italien au mois de novembre 1861, lorsque, dans la politique extérieure italienne, toutes les tentatives de résoudre par voie diplomatique soit la question de Rome,



soit celle de Venise ayant échoué, a prévalu le courant avec le roi et l'aile droite du Parti d'action de Garibaldi à la tête. Tandis que le gouvernement, à l'incitation de la France, sondait le terrain pour racheter l'Herzégovine de la Turquie, en vue de la donner à l'Autriche en échange de Venise, les préparatifs secrets ont été inaugurés pour provoquer le mouvement dans les Balkans, en Grèce, en Épire et en Albanie, en vue de créer, avec l'aide du Monténégro, des insurgés herzégoviniens, de la Serbie et de la Hongrie, la situation qui faciliterait à l'Italie d'obtenir Venise (soi-disant „grand plan de V. Emmanuel”). Dans tout cela, il y avait, comme on le sait, des coups tramés derrière les coulisses aussi du côté français, qui, bien qu'informels, produisaient un effet encourageant. Par différents émissaires non officiels, garibaldiens ou mazziniens et émigrés hongrois et polonais, on essaiera de gagner à ce plan les peuples balkaniques, parmi ceux-ci les insurgés herzégoviniens, les princes monténégrin et serbe. Les contacts avec le Monténégro passaient par Corfou où il y avait un assez grand nombre des réfugiés italiens après l'étouffement de la révolution de 1849. Quoique le transfert des agents mazziniens et garibaldiens au Monténégro et dans l'Herzégovine fût très difficile à cause du contrôle intensifié des autorités côtières turques et autrichiennes, les messages arrivaient tout de même, ne fût-ce que par des voies détournées. La liaison au Monténégro étaient les frères Zega, Jovan et Mihailo. D'après un plan élaboré par le général Türr et le prince Jérôme Napoléon, un détachement composé d'environ 8.000 hommes, émigrés hongrois volontaires et garibaldiens, se débarquerait vers la fin d'avril ou au commencement de mai dans la région entre Bar et Durazzo et établirait la coopération militaire avec le Monténégro, la Serbie et la Grèce; Garibaldi lui-même débarquerait à Senj en Dalmatie. Le prince Nicolas aurait à entreprendre l'attaque en direction de Scutari, à faciliter le débarquement du détachement du général Türr, et en direction de Novi Pazar, pour assurer le lien avec la Serbie. Au Monténégro ont été promises les armes; le prince était disposé à entrer en action avec 10.000 Monténégrins s'il en était besoin. Cependant, cette fois aussi la pression énergique du gouvernement français et du consul russe à Dubrovnik a forcé le prince de s'abstenir d'envoyer les émissaires à Turin pour délibérer en détail avec le général Türr et Garibaldi.

Il n'y a pas de données qui nous montreraient si ces contacts ont été continués aussi au printemps de 1862, mais il n'est point du tout douteux que ces différents plans ont contribué à développer dans les milieux officiels et le peuple du Monténégro, de grandes illusions et à faire naître des espoirs irréels; ces espoirs ont exercé une grande influence sur leur disposition à continuer la résistance à la Turquie et que le Monténégro entre en conflit ouvert avec elle.

De toute cette effervescence d'idées et d'aspirations de l'un et de l'autre côté de la Mer Adriatique n'a, comme on le sait, résulté, une initiative décisive ni de la part de la démocratie révolutionnaire italienne ni de la part du gouvernement. Sous la pression directe de la France et des conflits internes qui ont amené l'Italie, aux mois de mai et juin, au bord de la guerre civile. Garibaldi s'est dirigé, au lieu dans les Balkans, vers

Rome; dans la rencontre avec les troupes gouvernementales le 29 août près d'Aspromonte, il a subi la défaite, fut blessé et arrêté.

Dans cette action des milieux italiens, aussi bien officiels que révolutionnaires, des émigrations hongroises et polonaise, dans laquelle le Monténégro, en commun avec les insurgés herzégoviniens a été directement impliqué pour la première fois, de la part des Italiens n'ont pas été précisés d'autres avantages que la création de la Confédération danubienne avec la Hongrie à la tête. Du côté monténégrin, du moins d'après les données disponibles, il n'y avait pas, comme c'était le cas du gouvernement serbe, de réserves ni à cause des buts imprécis de la politique italienne envers le Monténégro et les insurgés ni à cause du danger que le résultat final de toute l'action ne donne lieu à la cession de l'Herzégovine à l'Autriche. L'aveuglement créé par l'exemple de Garibaldi et par le succès de ses »faits accomplis« était total.

La coïncidence des succès initiaux des insurgés herzégoviniens et du Monténégro dans les combats avec les Turcs, de l'activité révolutionnaire en Italie en 1860-1862, ensuite de l'action projetée de Garibaldi pour les diversions dans les Balkans, de la crise dans les rapports serbo-turcs (bombardement de la ville de Belgrade par la garnison militaire turque) et la défaite du Monténégro dans la guerre avec la Turquie en été 1862, est très importante aussi pour une autre raison. Dans l'opinion publique serbe a été inaugurée d'abord une polémique et ensuite aussi une différenciation ouverte au sujet de la stratégie et de la tactique à appliquer dans la lutte ultérieure pour la libération et l'unification du peuple serbe: par la lutte révolutionnaire avec la Serbie à la tête ou bien en attendant les conditions diplomatiques favorables; en deuxième lieu, est-ce la Serbie ou le Monténégro qui doit jouer le rôle du Piémont serbe.

Les plans sur la diversion dans les Balkans contre l'Autriche ont été continués aussi dans les années suivantes, mais ils faisaient à présent, dans une mesure considérablement plus grande qu'autrefois, une partie du jeu politique interne en Italie. Tandis que l'action avec la Serbie se développait par les organes officiels, consuls et émissaires spéciaux, par rapport au Monténégro et surtout à l'Herzégovine, elle continuait à rester au niveau des agents officieux. L'activation des émissaires révolutionnaires en l'Herzégovine et au Monténégro en 1867, à l'occasion de l'insurrection de Crète, cette fois-ci avec l'objectif de créer une situation internationale favorable à l'annexion de Rome à l'Italie, sera, à cause de son échec, en même temps la dernière tentative de terminer l'unification de l'Italie par une action armée en coopération avec les peuples balkaniques. L'intérêt que prenait l'Italie officielle au Monténégro sera limité dans quelques années suivantes à l'apaisement de son action révolutionnaire indépendante. Le culte des traditions de la démocratie révolutionnaire italienne au Monténégro et dans nos provinces non libérées autoru de celui-ci sera repris per la Jeunesse unie serbe.

Au temps de la première crise d'Orient qui avait éclaté après l'unification de l'Italie en 1875-1878, le rapport international des forces en Europe et la situation extérieure et intérieure de l'Italie elle-même

n'ont pas permis au gouvernement italien d'influer directement sur la crise et d'imposer une telle solution de la question d'Orient qui garantirait en même temps les intérêts italiens à en Orient. Dans le système de l'équilibre européen apres la guerre franco-prusse dans laquelle dominait la Ligue de trois empereurs entre l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie et la Russie, l'Italie n'occupait pas encore la position de grande puissance mais se trouvait même isolée. L'irrédentisme visant les provinces qui étaient encore sous la domination de l'Autriche-Hongrie auxquelles prétendait la bourgeoisie italienne pour des raisons ethnographiques ou historiques, économiques et stratégiques (Trieste, Trentin, Vénétie Julienne, Istrie), et surtout la question de Rome qui n'avait pas encore obtenu la reconnaissance internationale, ont recelé en eux mêmes un danger permanent pour l'unité et pour l'existence même de l'État italien nouveau. C'est à cause de Rome que les tendances au rapprochement avec l'Allemagne de Bismarck, à l'orientation anti-catholique et à l'atténuation des oppositions envers le nouveau gouvernement libéral en Autriche-Hongrie, devenaient plus fortes. De cette façon la composante révolutionnaire dans la politique extérieure de l'Italie devenait de plus en plus faible avec le temps; au sein de la bourgeoisie italienne devenaient plus intenses les désirs et les espoirs de récupérer les provinces italiennes en vertu de bonnes relations avec l'Autriche. L'intransigeance envers celle-ci était réduite, en premier lieu à la gauche, aux groupes qui étaient plus bruyants que nombreux. Main bien que le gouvernement libéral gardât une attitude réservée envers les manifestations d'irrédentisme, tout de même personne ne pouvait renoncer à jamais aux pays italiens sous la domination de l'Autriche. Il s'était formée ainsi une espèce de conviction générale que l'Autriche en cas des complications en Orient, ne pourrait pas s'agrandir dans les Balkans sans que l'Italie n'obtînt du moins Trieste et le Trentin.

De l'autre côté, le danger qui menaçait constamment le nouvel État, que les forces intérieures destituées se lient avec les adversaires extérieurs, imposait à l'Italie à s'insérer aussi tôt que possible dans le système européen existant comme un élément de conservatisme et de stabilité par rapport à la »révolution«. En outre, la politique intérieure, surtout la politique financière des libéraux modérés, accompagnée de conflits violents de différents intérêts, préoccupait le public à tel point qu'on ne pouvait songer à une politique extérieure active. A cause de tout cela on comprend les mots que le ministre des affaires étrangères italien avait prononcés lorsqu'il apprit la nouvelle de l'insurrection en Herzégovine en été 1875, que la question d'Orient a surgi trop tôt pour l'Italie et qu'il lui aurait convenu mieux si cette question avait dormi d'un profond sommeil du moins encore dix ans.

Les questions où la politique de l'Italie envers le Monténégro s'était manifestée le plus et directement au cours de cette crise étaient: le statu quo par rapport au Monténégro; le port maritime monténégrin: le problème du grand État slave par rapport à la rivalité austro-russe dans les Balkans, d'un côté, et à l'Albanie comme point d'appui anti-slave, de l'autre; la mise en oeuvre des décisions du Congrès de Berlin.

Les sondages effectués par le gouvernement italien au printemps de l'année 1875 ont déjà montré clairement qu'on ne devait se faire aucune illusion que, dans le cas des désordres graves en Turquie, l'Autriche-Hongrie pourrait être amenée à accepter la révision de sa frontière envers l'Italie. Pour cette raison, le gouvernement italien, au lieu de convoiter une expansion de l'Autriche vers l'Orient, comme il l'avait fait dans les crises précédentes, cette fois-ci, précisément pour empêcher cela, donnera son appui actif à la Ligue des Trois empereurs, lorsque celle-ci se serait prononcée en faveur du statu quo avec les réformes dans l'Herzégovine et la Bosnie révoltées. C'était l'unique moyen pour sortir de l'isolement et acquérir le droit de poser plus tard, si un virage dans les rapports austro-russes venait à se produire, ses propres revendications. Et l'insistance sur l'inclusion de toutes les grandes puissances dans l'action de la Ligue des Trois empereurs était le moyen le plus sûr de maintenir sans changements le rapport des forces en Orient en opposant leurs différents intérêts les uns aux autres.

Il faut regarder sous ce jour aussi la pression que le gouvernement italien exerçait, en commun avec la Ligue des Trois empereurs, sur le Monténégro et la Serbie jusqu'au début de la guerre russo-turque, d'abord en vue de les empêcher de donner aux insurgés l'aide armée et ensuite de conclure la paix avec la Turquie. Mais, pour garder la confiance du prince et du gouvernement du Monténégro et pour contrôler, par l'intermédiaire de ceux-ci, les intentions de la Russie et de l'Autriche-Hongrie, la manière dont cette pression était exercée, fut, comme dans le cas de la Serbie amicale et avec un tact prononcé; l'Italie se présentait comme un ami désintéressé du Monténégro et de son prince. On tâchait par là d'atténuer l'impression défavorable, aussi bien sur eux que sur son propre public, produite par le fait que l'Italie, champion du principe de nationalité en Europe, s'opposait à la mise en pratique de ce principe dans la Turquie d'Europe.

C'est que dans l'opinion publique italienne, principalement à la gauche qui était en opposition au début de la crise d'Orient, mais aussi à la droite, quoique dans une moindre mesure, ont commencé à revivre les dispositions des temps de la libération de l'Italie, de Mazzini et de Garibaldi lorsqu'on considérait les peuples balkaniques comme frères et alliés dans la lutte pour la victoire du principe de nationalité et l'Autriche comme «ennemi séculaire» commun. Par toute l'Italie on fondait des comités pour l'aide aux insurgés, à la Serbie et au Monténégro, les volontaires se faisaient inscrire et étaient transportés illégalement dans les régions insurgées, et on publiait les proclamations de Garibaldi.

Avec l'arrivée au pouvoir de la gauche bourgeoise, au mois de mars 1876, et particulièrement lorsque l'engagement plus grand de la Russie devint inévitable après l'entrée en guerre de la Serbie et du Monténégro avec la Turquie, dans l'opinion publique italienne s'intensifie l'entrelacement des intérêts différents et mutuellement opposés en rapport avec la politique orientale et par conséquent aussi envers le Monténégro. Le diapason des désirs est très large aussi bien à la gauche qu'à la droite: de la politique extérieure plus active par le rapprochement avec

l'Allemagne et la Ligue des Trois empereurs ou dans le complexe d'une combinaison diplomatique avec l'Angleterre et la France, mais aussi avec la Russie, jusqu'aux tendances à continuer à rester à l'écart des conflits; les dispositions nationales-révolutionnaires, accompagnées des épanchements susmentionnés de solidarité avec les insurgés, le Monténégro et la Serbie, se lient de plus en plus énergiquement aux exigences de soulever la question des nationaux italiens en Autriche-Hongrie.

Cependant le gouvernement italien nouveau, confronté, aussi bien que la droite, avec l'isolement dans la politique extérieure, préoccupé de mesures pour la consolidation de son pouvoir et obligé, à cause du compromis dans la politique intérieure, à céder le ressort des affaires étrangères à la droite, continuait, envers le Monténégro et la Serbie le cours de politique extérieure, suivi par le gouvernement précédent. La seule différence était la nomination de Durando, membre de la Commission pour l'examen des revendications insurrectionnelles, et un bon connaisseur des conditions dans les Balkans, connu par les sympathies qu'il témoignait aux Serbes, pour émissaire spécial auprès du prince monténégrin. Sa tâche était, outre de suivre directement les événements au Monténégro, de créer au Monténégro la possibilité pour l'influence de l'Italie et d'orienter la politique de ce pays vers les intérêts italiens.

Des documents italiens on voit que Durando, au cours de son activité diplomatique en rapport avec l'armistice entre les belligérants, en automne 1876, reçut l'ordre de son gouvernement de communiquer personnellement au prince et au gouvernement du Monténégro toute nouvelle d'une certaine importance; vu les difficultés d'un voyage de Dubrovnik à Cetinje à l'époque et les conditions de la saison, c'était en effet un effort qui devait être apprécié du côté monténégrin. La manière de se présenter de Durando et les efforts qu'il faisait de créer l'impression que son gouvernement était très bien disposé envers le prince et le peuple du Monténégro et sincèrement intéressé à leur sort étaient, on le voit, inattendus pour le prince lui-même. Mais ils ont graduellement produit l'impression qu'il serait possible de renforcer la position diplomatique du Monténégro par l'entremise de l'Italie. Pourtant, ces expectatives ne se réaliseront pas entièrement, bien que Durando ait assuré le prince Nicolas que son gouvernement était prêt à soutenir ses exigences „raisonnables”. A la vérité, le but de l'action diplomatique résolue du gouvernement italien, en automne 1876, visant l'arrangement basé sur le statu quo, était par rapport au Monténégro de toute façon motivé par le désir pour ce pays de garder sa position indépendante de fait ainsi que d'obtenir un élargissement territorial minime. Mais, comme le gouvernement de la gauche, de même que les libéraux modérés, avaient en premier lieu en vue de n'offrir à l'Autriche-Hongrie par quoi que ce soit le motif pour émettre ses propres revendications, son attitude à la Conférence de Constantinople, dans le cadre du Traité de Paris produira en réalité des répercussions négatives sur les exigences du Monténégro.

Le véritable vague d'irrédentisme qui se répandait sur toute l'Italie à partir de l'automne 1876, a pris de telles proportions que le gouvernement ne pouvait pas l'ignorer totalement, surtout lorsque, à cause de la

faiblesse militaire dont la Russie a fait preuve dans sa guerre contre la Turquie, ont augmenté les chances que la solution de la question d'Orient fût cherchée autour de la table verte et qu'à cette occasion la voix de l'Italie reçût un poids déterminé. Le désir du gouvernement lui-même de remporter, lui aussi, comme autrefois la droite, quelque grand succès diplomatique dans l'unification nationale n'était pas non plus sans une certaine influence.

Sous le jour d'une telle situation et disposition, le gouvernement italien a, vers la fin de juin 1877, lorsqu'il semblait que le Monténégro serait écrasé de deux côtés, profité immédiatement de cette occasion pour atténuer la mauvaise humeur que son attitude à la Conférence de Constantinople avait produite au Monténégro. Il insistera auprès du gouvernement austro-hongrois d'intervenir en commun pour sauver le peuple monténégrin du désastre total et offrira l'asile à la famille du prince. Malgré l'irritation et la réaction grossière du comte Andrassy, ministre austro-hongrois, à cette tentative de l'Italie de „gagner la faveur de la Russie” sous prétexte de vouloir aider le Monténégro, le ministre Melegari ne dissimulait pas son contentement de ce que l'Italie a montré à l'Autriche-Hongrie qu'elle ne pouvait tolérer l'influence exclusive de celle-ci dans les régions sur l'autre côte de l'Adriatique. En automne de cette année, à la demande du prince Nicolas, adressée à l'Italie, de lui donner aide en blé ou de lui accorder un crédit pour l'acquisition du blé, un homme politique italien connu, occupant une place éminente dans la vie publique de son pays, s'était rendu à Cetinje avant d'assumer l'organisation d'une collecte en Italie en faveur du Monténégro.

L'offensive que la Russie avait effectuée en commun avec le Monténégro, la Serbie et la Roumanie vers la fin de l'année 1877, au cours de laquelle l'armée russe était parvenue aux portes de Constantinople, la conclusion du Traité de San-Stéfano et le commencement du regroupement des grandes puissances ont coïncidé avec les secousses intérieures véhémentes en Italie; la mort du roi Victor Emmanuel et du pape annonçaient des complications sérieuses dans la politique intérieure et extérieure de l'Italie. Dans la recherche des voies et moyens pour ne pas compromettre ce qu'on avait acquis à grand-peine, en se liant au faux côté ou en restant à l'écart, après la formation du gouvernement de l'extrême gauche au mois d'avril 1878 prédominera le courant qui exigera le changement de la politique que l'Italie avait pratiquée jusque là; on demandait qu'au lieu de travailler au maintien de l'intégrité de la Turquie et de prendre une attitude désintéressée envers la question d'Orient, on soutînt la thèse du règlement dit neutre de la question d'Orient sur la base du développement national et de l'équilibre des peuples balkaniques. Cependant, un programme déterminé ne sera pas formulé encore jusqu'au Congrès de Berlin.

\* \* \*

Le gouvernement italien prendra une attitude officielle quant à la sortie du Monténégro sur les bords de l'Adriatique pour la première fois vers la fin de juillet 1876 à l'occasion des premiers succès qu'avait remportés l'armée monténégrine. Dans un échange d'opinion avec le gou-

vernement austro-hongrois qu'il avait initié lui-même, le ministre Melegari a ajouté que l'Italie „devrait se céclarer contre la cession d'un port de l'Adriatique à l'Herzégovine ou au Monténégro; un tel fait qui paraîtrait du premier abord de peu d'importance, dérangerait le commerce des deux États et serait un mauvais précédent, nuisible à la tranquillité générale”. Jusqu'à la fin de son mandat de membre du gouvernement, vers la fin de 1877 le ministre Melegari maintiendra son point de vue que le port monténégrin soit serait exploité par une puissance étrangère, ce que l'Italie ne pourrait pas désirer, soit se transformerait en un repaire de pirates, comme autrefois Ulcinj et autres ports albanais.

Le consul à Scutari Berio et l'émissaire spécial à Cetinje Durando, interrogés sur l'importance du port de Spič, ont répondu de concert, qu'à leur avis ce port était entièrement sans importance économique et militaire et que, en pratique, Bar pouvait uniquement être pris en considération comme port. Cependant leurs points de vue différaient quant à l'importance que le port de Bar avait pour le Monténégro et quant aux implications pour les intérêts de l'Italie de l'issue du Monténégro à l'Adriatique. A l'avis du consul italien de Scutari, le Monténégro n'avait pas besoin de port maritime, mais de pain, ce qui pourrait lui être procuré par la possession de la plaine fertile de Podgorica. Ceci le rendrait en même temps plus vulnérable et, par là, plus obéissant qu'il ne l'était, enfermé dans ses rochers qui le protégeaient; les besoins purement commerciaux seraient entièrement satisfaits par la navigation libre sur la Bojana jusqu'à la mer. Mais, le consul Durando, sans contester de tout l'importance du sol fertile pour le Monténégro, a exposé en détail aussi tous les arguments, ds points de vue économique et financier, en faveur du port de Bar.

Quant aux intérêts de l'Italie pour le cas où le Monténégro obtiendrait à Bar le sortie sur la mer, le consul scutarin partageait l'opinion de son ministre et de ce courant d'opinion qui se méfiait de la „descence” directe de la Russie dans la Méditerranée. Durando, pourtant, était parmi ceux qui se rendaient compte que l'Italie devrait renoncer aux conceptions anachroniques sur le rapport des forces dans les Balkans et de même qu'il ne fallait désirer la domination de la Russie dans les Balkans, de même il fallait mettre à temps obstacle à la domination de l'Autriche-Hongrie, en créant aux peuples balkaniques, dans ce cas-ci au Monténégro, les conditions pour une vie plus indépendante. En considération des événements futurs dans les pays yougoslaves, il serait d'une importance spéciale pour l'Italie, considérait-il, si elle obtenait, par l'accès libre au Monténégro, le moyen d'exercer une influence directe dans un pays slave avec lequel elle avait, pour ainsi dire, la frontière commune à la mer; en outre, pour les pays maritimes il était toujours économiquement profitable d'avoir l'accès direct d'un autre pays.

Les raisons par lesquelles le gouvernement italien expliquait l'attitude de son ambassadeur à la Conférence de Constantinople en rapport avec le port monténégrin étaient: l'attitude conséquente envers la politique du statu quo et les prétendus égards pour le Monténégro qui, lui-même; n'attribuait aucune importance à Spič, tandis que la navigation

libre sur la Bojana convenait beaucoup mieux à ses besoins économiques. Plus tard, pourtant, confrontée avec un grand mécontentement au Monténégro, ainsi que dans certains journaux, elle s'efforcera obstinément à Cetinje de rejeter la faute de son comportement exclusivement sur le danger des revendications potentielles austro-hongroises et de décliner toute responsabilité de l'initiative dans cette affaire.

Lorsque le Monténégro, ayant pris Bar au mois de novembre 1877, était sorti sur la mer, le statu quo en Orient était déjà devenu intenable, et par conséquent le port du Monténégro devait être regardé d'un point de vue différent que jusque là. Maintenant, le consul de Scutari n'y voyait pas, comme en l'été de l'année 1876, principalement un avantage pour la Russie; à présent, il lui semblait que la chose principale était le fait que le Monténégro, étant sorti à la mer, sera intéressé à s'étendre vers la Serbie et de cette façon deviendra le propriétaire d'une partie de la future voie commerciale Adriatique-Danube. Il ne doutait pas à présent que le Monténégro remplacerait avec plaisir l'influence de la Russie lointaine par l'action amicale et l'influence d'une autre puissance plus proche. Pour le consul Durando le danger de la base militaire russe n'était jamais une raison sérieuse, en considération du grand éloignement de cette puissance et de la difficulté pratique pour l'utilisation de la côte de Spič à Ulcinj. Il était convaincu que l'Autriche-Hongrie avançait la Russie au premier plan en apparence seulement, mais qu'en réalité elle visait l'Italie.

Les deux consuls attiraient à présent l'attention sur un autre point: si le Monténégro occupait la côte de Spič à Ulcinj, on couperait à l'Autriche-Hongrie la possibilité d'établir immédiatement ou à l'avenir la communication ininterrompue avec l'Albanie; l'occupation du reste de la côte en Albanie de sa part deviendrait difficile ou du moins il serait incommode de la tenir.

Dans les sondages effectués avant le Congrès sur le port monténégrin un virage est perceptible aussi chez les autres diplomates italiens bien que les nuances dans lesquelles cela se manifestait fussent différentes. Ainsi, par exemple, vers la fin d'avril, le gouvernement italien démentira catégoriquement à Cetinje les bruits qu'il s'opposait, en commun avec l'Autriche-Hongrie, à l'extension du territoire monténégrin vers la mer. Dans les entretiens avec les représentants austro-hongrois, et avec le comte Andrassy lui-même, on passait ce thème tout simplement sous silence. Et à la question si l'Italie s'associerait à l'Autriche-Hongrie qui a l'intention de faire un casus belli du port monténégrin, le nouveau ministre italien des affaires étrangères, le comte Corti, bien que partisan convaincu de l'accord avec l'Autriche-Hongrie, a catégoriquement refusé d'assumer une telle obligation. A la fin, dans les instructions pour le Congrès sera insérée l'opinion que le port entre les mains du Monténégro ne pouvait pas du tout représenter un danger sérieux pour l'Italie, mais qu'il n'existait pas, non plus, un intérêt particulièrement prononcé de sa part pour cette affaire.

Cependant, au Congrès même, ce virage s'est aggravé davantage. La demande ultimative de l'Autriche-Hongrie d'obtenir Spič si le Mon-



ténégro obtenait Bar, ou du moins que Spič aussi bien que Bar restent à la Turquie, a particulièrement secoué aussi le comte Corti et le gouvernement italien. Puisque aucun des représentants étrangers au Congrès n'a attribué absolument la moindre importance à ce prolongement insignifiant de la côte autrichienne, la décision dépendait pratiquement de la contestation éventuelle de la part de l'Italie. Le comte Corti et le gouvernement italien, après quelque hésitation, ont définitivement adopté le point de vue que „en considération des intérêts particuliers de l'Italie il était mieux que le port de Bar appartint au Monténégro qu'à la Turquie". Par là l'Italie prit en même temps la décision d'empiéter sur l'autre côte de l'Adriatique.

Par son attitude officielle catégorique envers l'intégrité territoriale de la Turquie, en dehors et à l'intérieur de celle-ci, le gouvernement italien et sa diplomatie, ainsi que la partie de l'opinion publique qui les secondait, ont déjà à partir du commencement de l'insurrection de 1875, rejeté de fait l'idée d'un grand État serbe, soit par l'extension de l'administration de la Serbie et du Monténégro sur la Bosnie et l'Herzégovine, soit en accordant l'autonomie à ces deux provinces, parce que cette autonomie mènerait à l'avenir, tôt ou tard, à leur unification avec les deux principautés. Par conséquent, il s'agissait de l'opposition aussi bien à l'agrandissement de l'Autriche-Hongrie qu'à la solution basée sur le principe de nationalité.

Cependant, jusqu'à l'entrée même de la Serbie et du Monténégro en guerre contre la Turquie, dans les commentaires sur le grand État slave ne s'engageaient que la presse et les consuls à Belgrade et à Scutari dans leurs rapports, Dans l'opinion publique italienne, qui, en ce qui concerne la solution de la question nationale serbe, n'était pas, dans son ensemble, aussi catégorique que le gouvernement libéral, les voix se faisaient entendre assez fréquemment que la question de la Bosnie-Herzégovine, de la Serbie et du Monténégro devaient être regardés de la même façon qu'en son temps l'indépendance de la Grèce. Pourtant, d'après la presse libérale, l'essence du problème de nationalité en ce qui concerne la Turquie consistait dans le fait que son application, à cause du voisinage immédiat de l'Autriche-Hongrie bouleverserait le rapport des forces politiques à l'intérieur de cette puissance; l'Italie ne devrait pas désirer un changement dans l'équilibre européen qui en résulterait.

Vers la fin de juin 1876, le ministre italien Melegari, en soulignant que l'Italie était jusque là entièrement d'accord avec l'Autriche-Hongrie dans sa politique en Orient, a particulièrement accentué que le gouvernement italien ne consentirait pas à la constitution d'un grand État slave à proximité de la frontière méridionale de l'Autriche-Hongrie, pour ainsi dire vis-à-vis de l'Italie; un tel État serait un guépier d'où sortiraient les éléments de troubles et de désordres. On peut présumer à juste titre que cette attitude se rapportait aussi à l'unification éventuelle de l'Herzégovine seule avec le Monténégro.

Quant au Piémont yougoslave, dans la presse italienne se faisait sentir une satisfaction manifeste que l'Italie et sa lutte de libération d'autrefois aient servi d'exemple aux autres peuples. Comme Piémont

yougoslave on mentionnait en premier lieu la Serbie, bien que dans la presse libérale et dans les rapports du consul de Belgrade fussent exprimées des réserves manifestes quant à son aptitude „d'être à la hauteur d'une mission aussi ambitieuse". Le Monténégro n'était pas évalué du point de vue de Piémont yougoslave en général. A l'avis du consul italien à Scutari, exprimé au mois d'août 1875, il était même trop petit pour qu'on en tint sérieusement compte sous ce rapport et, en outre, il n'était pas capable de l'expansion non plus.

Les vues de ce consul relatives au grand État slave et au Piémont yougoslave, du point de vue des intérêts italiens sont très symptomatiques. Dans l'annexion de la Bosnie et de l'Herzégovine par l'Autriche-Hongrie il voyait deux moments favorables à l'Italie: l'accroissement du nombre des Slaves du Sud ne renforcerait pas l'Autriche, mais plutôt augmenterait sa faiblesse; en second lieu, l'annexion des provinces insurgées à l'Autriche-Hongrie aura pour conséquence que le flux slave, qui se meut vers l'Ouest, se retire et se dirige vers l'Est. Par l'annexion de la Bosnie et de l'Herzégovine à la Serbie le flux slave ne serait pas arrêté, car la Serbie a besoin de sortir sur l'Adriatique et de s'y consolider à partir de Trieste au golf d'Arta et de s'étendre vers Salonique, en substance, comme il dit, pour arriver aux frontières italiennes et grecques. Ayant en vue précisément ce moment, le consul de Scutari a particulièrement souligné, dans les premiers jours de l'insurrection en Bosnie et en Herzégovine déjà, en août 1875, l'avantage que représenterait pour les intérêts de l'Italie l'incitation à la rivalité entre l'élément slave et l'élément albanais. Fermement convaincu que les Albanais, s'ils étaient contents de leur administration, se rangeraient, dans un conflit futur, contre les Serbes, le consul Berio était très concis dans son évaluation: si l'on établit l'Albanie, l'expansion slave sera arrêtée, si l'on n'établit pas l'Albanie, le torrent slave deviendra encore plus puissant. Le cadre politique de cette Albanie nouvellement établie, serait la Turquie; une fois établie, l'Albanie unie devra graviter, en tant qu'État, autour de l'Italie.

Dans la documentation italienne relative à sa politique extérieurs jusqu'à l'année 1878 il n'y pas de données qui confirmeraient que l'attitude officielle de l'Italie envers le Monténégro était influencée par cette composante anti-slave de la question albanaise. Le prince Nicolas déclarera même ouvertement, à deux reprises, à Durando que son désir ardent serait d'avoir la frontière continentale avec l'Italie, car il n'aurait rien à craindre d'elle, mais seulement à attendre le mieux pour son pays et son peuple. Ces déclarations du prince, pourtant, ont été laissées sans commentaires aussi bien par Durando que par son ministre dans ses instructions à ce dernier.

Au printemps de l'année 1878, lorsqu'il devint clair que l'Autriche-Hongrie obtiendrait la Bosnie et l'Herzégovine, mais qu'à l'avenir cette puissance tendrait à vers l'Albanie, il se produisit un virage total chez ceux qui, comme le consul à Scutari Berio, voyaient l'intérêt primaire de l'Italie dans les Balkans dans l'empêchement de l'influence russe et du „torrent slave" en général. Ils ne négligent pas, non plus, la composante anti-russe, mais ils considèrent les intérêts de l'Italie dans la nouvelle

constellation des forces dans cette partie de l'Adriatique en premier lieu du point de vue de l'expansion future de l'Autriche-Hongrie. Le Monténégro et ses acquisitions, en premier lieu celles en direction de la mer et de l'Albanie du Nord, seront à présent au centre de toutes ces considérations. De cette façon, outre Durando, le consul Berio verra aussi dans l'émancipation économique et politique réelle du Monténégro de l'Autriche-Hongrie et de la Russie, le refoulement des expansions de ces deux puissances. A leur avis, les principaux facteurs de cette émancipation sont: l'obtention de la plaine fertile, la sortie sur la mer et la possibilité pour l'Italie de consolider son influence aussi au Monténégro. Outre cela, le consul Berio soulignait la nouvelle signification du Monténégro s'il obtenait la frontière Bojana-Morača-Cijevna vers l'Albanie, Ibar-Drina jusqu'à la frontière serbe ou du moins Tara-Piva-Foča-Adriatique, qu'il regarde comme une enclave entre l'Autriche-Hongrie et l'Albanie future; il envisage, d'un côté, l'Albanie comme allié du Monténégro pour le cas où l'Autriche-Hongrie voudrait continuer sa descente vers le sud-est, de l'autre, comme allié de l'Autriche-Hongrie dans son conflit probable avec les Slaves. A la différence de son opinion antérieure lorsqu'il voyait dans l'annexion de la Bosnie et de l'Herzégovine par l'Autriche-Hongrie une solution fort désirable, le consul de Scutari apprécie à présent les intérêts de l'Italie d'une manière différente. Selon lui, la constellation modifiée enjoint la création d'une Yougoslavie assez puissante pour pouvoir s'émanciper de la Russie et s'ouvrir à l'influence latine et catholique; l'existence, sur la côte orientale de l'Adriatique, des États relativement faibles – monténégrin, albanais et grec qui ne pourraient vivre que sous la protection des voisins et qui graviterait autour de l'Italie; l'ouverture d'une route commerciale Adriatique-Portes de Fer sur le Danube.

Après le Congrès de Berlin, l'isolement de l'Italie continuait; bien que, dans le nouveau système d'alliances et de regroupement des puissances qui s'est constitué en vertu des décisions du Congrès de Berlin, le rapport des forces en Europe, dans la région méditerranéenne et dans les Balkans, fût modifié, il n'y avait d'unité d'intérêts de l'Italie avec aucune puissance. La position exposée de l'Italie dans la Méditerranée, les rapports aggravés avec l'Autriche-Hongrie qui avait consolidé son bloc avec l'Allemagne et le danger sérieux de la nouvelle ouverture de la question d'Orient qui a duré presque trois ans, rendaient cet isolement encore plus difficile. La question de Rome, avec l'arrivée au trône pontifical du nouveau pape a obtenu quelques ingrédients encore plus dangereux; la vague d'irrédentisme après le Congrès se transforme presque en une euphorie qui secoue l'Italie jusqu'aux fondements pendant plus d'une année. Les conflits intérieurs aigus, à cause des changements que le régime de la gauche met en pratique, viennent s'ajouter à ces démonstrations, ce qui a causé quatre crises du gouvernement dans l'intervalle suivant de deux ans et demi. Dans une situation pareille extérieure et intérieure, une politique active n'était pas possible: les bons rapports avec l'Autriche-Hongrie sont plus importants que la rectification de leur frontière; l'occupation de l'Albanie est dangereuse à cause

du voisinage d'un grand État, à cause de la mentalité du peuple albanais et parce que l'Albanie se trouve sur l'autre côte de la mer où l'Italie n'occupe pas une position dominante. L'Italie est pour cette raison intéressée à la paix à tout prix, contre toute alliance qui pourrait l'impliquer dans les complications qu'elle appréhende. En Orient, c'est le statu quo, créé par le traité de Berlin, et l'accession à l'attitude de la majorité des puissances dans la mise en pratique technique de ses dispositions, pour éviter la polarisation des solutions particulières.

La transformation des sentiments d'irrédentisme insatisfaits à partir de l'été 1879 en albanophilie et sa concentration, sous forme de principe de nationalité, sur les tribus musulmanes et leur prétentions politiques (soi-disant »l'intégrité nationale du groupement musulman«) amèneront au virage graduel dans la disposition du public italien envers le Monténégro. De plus, la réaction aux traits particuliers qui menacent d'imposer à l'Italie un engagement plus grand de celui qu'on croit désirable en considération de sa situation générale, deviendra colorée d'une teinte anti-monténégrine marquée (comme par ex., dans le cas de l'affaire de Gusinje et de la participation de l'Italie à la démonstration maritime au sujet de la question d'Ulcinj). En outre, l'attitude dans les solutions ayant trait au Monténégro dépendra aussi des dispositions italiennes pro-albanaises et pro-helléniques par rapport à l'Albanie du Sud et à la Grèce.

La délimitation du Monténégro était passée, comme on le sait, à travers plusieurs phases: l'attribution de Spuz et Podgorica au Monténégro, le règlement, avec l'Autriche-Hongrie, du régime du port à Bar et de la navigation fluviale sur la rivière de Bojana jusqu'à la mer, l'échange de Plav et Gusinje contre Grude et Hote, ensuite contre Ulcinj et la zone côtière jusqu'à la Bojana, la démonstration maritime des grandes puissances en faveur de l'annexion d'Ulcinj au Monténégro.

La motivation directe de la part de l'Italie officielle, à l'occasion de la solution de ces questions, était différente. Ainsi, par exemple, en rapport avec le régime à Bar et la navigation sur la rivière de Bojana au premier plan est la composante anti-autrichienne, liée à cette question. Quant à l'entremise dans l'échange de Plav et de Gusinje contre Grude et Hote, la motivation fondamentale – le désir que le problème entier soit clos aussi vite que possible de crainte de l'Autriche-Hongrie et de la concentration de la population albanaise musulmane au nom du principe de nationalité, a été facilitée par le fait que l'Autriche-Hongrie était aussi pour une telle solution. Dans l'échange de Grude et Hote contre Ulcinj, la motivation est de nouveau l'invocation du principe de nationalité: la concentration de la population albanaise musulmane et l'appui donné à leur prétentions politiques et, en outre, la population catholique, sur laquelle l'Autriche-Hongrie pouvait exercer l'influence est amenée sous l'autorité du Monténégro chrétien. Pourtant, la possibilité d'élargir la zone côtière, cette zone qui sépare l'Autriche-Hongrie de l'Albanie joue aussi un rôle important. En outre, dans la question d'Ulcinj, l'adhésion à l'opinion de la majorité des puissances, aussi bien que la participation à la démonstration navale ont été effectués de peur que

le gouvernement de Gladstone, par son attitude énergique, n'ouvre de nouveau l'entière question d'Orient.

L'opinion publique en Italie, pourtant, ne montrera aucune compréhension pour la participation au blocus d'Ulcinj; elle regardait avec inquiétude cet échange des territoires sur l'Adriatique en faveur de l'État pour lequel on croit qu'il deviendra bientôt soumis à la politique austro-hongroise. Devant le parlement qui exigera une politique albanophile, le gouvernement sera obligé de se justifier d'avoir agi en faveur du Monténégro. Au moment de la cession d'Ulcinj au Monténégro par la Turquie, le parlement demandera de nouveau expressément au gouvernement la paix absolue à tout prix dans la politique extérieure, afin que l'Italie puisse se consacrer à la solution des réformes intérieures. L'intérêt à la régulation du régime de navigation sur la Bojana sera déjà une partie du procédé diplomatique usuel. Par là sera terminé aussi l'engagement de l'Italie dans la crise d'Orient, qui avait commencé par l'insurrection en Herzégovine en l'été 1875. Un peu plus tard, l'occupation de la Tunisie par la France, au printemps de l'année 1881, marquera aussi la conclusion formelle de l'étape dans la politique orientale de l'Italie, inaugurée au temps de ses guerres pour la libération et l'unification. L'Italie se tournera vers l'accord avec l'Autriche-Hongrie et l'Allemagne.

En tout cela s'exprimait pleinement l'art de Durando qui a été nommé, dans l'entre-temps, au mois de mai 1879, le premier envoyé de l'Italie à Cetinje. Les liens d'amitié qu'il avait acquis au cours de ces dernières années au Monténégro aussi bien dans les milieux officiels que parmi le peuple commun, particulièrement les rapports étroits qu'il avait établis avec le prince, lui permettaient d'être bien au courant de tout ce qui se passait. On le considérait personnellement comme un ami éprouvé; avec lui on élaborait librement la tactique pour chaque trait dans la conviction qu'il saura trouver la solution la moins défavorable pour le Monténégro. On voit des documents qu'il faisait en réalité de grands efforts en vue d'expliquer le comportement techniciste de son gouvernement et de le rendre acceptable même lorsqu'il ne serait pas au goût du gouvernement monténégrin.

Par conséquent, le transfert, en 1878-79, de la composante anti-autrichienne de la politique extérieure de l'Italie, contenue dans l'irrédentisme envers les provinces italiennes sous la domination autrichienne, dans la politique balkanique, rattache le Monténégro dans cette politique à l'Albanie du Nord. Qui plus est, la rivalité italo-autrichienne dans cette région déterminera la politique de l'Italie envers le Monténégro au cours des préparatifs diplomatiques pour le Congrès à Berlin déjà et au Congrès même, et elle se manifestera surtout lors de la mise en oeuvre de ses décisions. A cause de ce deuxième moment, bien que le Monténégro et l'Albanie fussent deux branches de la politique anti-autrichienne balkanique de l'Italie, la tactique était différente.

La diplomatie italienne a pénétré dans l'espace vide au Monténégro, qui a résulté de l'affaiblissement de l'influence de la Russie, à cause de la désillusion des milieux officiels aussi bien que des masses

populaires provoquée par le comportement de la diplomatie russe, son impuissance d'offrir une protection concrète au Monténégro et la concentration de son intérêt sur la Bulgarie. En faisant cela, l'Italie ne devait pas faire des efforts particuliers; chaque, même le moindre service fait au Monténégro était bienvenu à celui-ci et important pour lui et un effet défavorable éventuel de ces traits qui n'étaient pas en faveur du Monténégro était atténué par le fait que l'Autriche était leur adversaire commun. Pour l'influence en Albanie, par contre, l'Italie devait lutter; malgré le fait que l'expansionnisme de l'Autriche-Hongrie menaçait en perspective l'indépendance de l'Albanie, dans le conflit des intérêts nationaux opposés de la Ligue albanaise et ceux du Monténégro et de la Serbie, la Ligue avait en cette puissance son allié et protecteur. En outre, l'Italie était trop faible pour oser s'opposer ouvertement à l'Autriche dans cette région aussi et aggraver ses rapports, d'ailleurs déjà empirés, avec elle. Pour cette raison, la protection offerte à la population musulmane était la tactique la plus appropriée et à la fois la seule possible (la population catholique étant sous l'influence et protection autrichiennes et la population orthodoxe sous l'influence grecque). La compréhension pour les prétentions politiques des tribus albanaises musulmanes, exprimées par la Ligue albanaise, quelque injustifiées qu'elles fussent, représentaient un moyen pour s'acquérir l'influence parmi les tribus musulmanes, sans pourtant provoquer l'Autriche-Hongrie.

Le préjudice portée par une telle politique au Monténégro était sans conséquences sérieuses pour l'influence de l'Italie. Le prince Nicolas dut tâcher d'impliquer l'Italie dans sa politique pour compenser l'éloignement et la réserve de la Russie et pour l'opposer aux tendances expansionnistes de l'Autriche-Hongrie envers son propre pays ainsi qu'envers l'Albanie du Nord qui occupait déjà à cette époque une place déterminée dans ses plans de politique extérieure. Mais, en revanche, il était, lui aussi, de plus en plus impliqué dans la lutte des intérêts et influences opposés austro-italiens dans l'Albanie du Nord.

\*

\*                      \*

De tout ce qui vient d'être exposé on voit que les rapports entre l'Italie et le Monténégro se mouvaient, dans la période jusqu'à l'année 1881, d'un côté dans les cadre des plans des milieux politiques italiens dirigeants sur la coopération avec les mouvements nationaux des peuples opprimés dans la région danubienne et dans les Balkans, en vue d'accélérer ou de faciliter la libération et l'unification de l'Italie. Il y avait des périodes où le Monténégro n'entrait pas dans ces plans, parce qu'on avait en vue comme alliés en premier lieu les peuples qui pouvaient directement menacer l'Autriche (Hongrois, Serbes, Roumains) ou bien parce qu'on n'avait pas le courage de soulever en même temps aussi la question d'Orient. Parfois, bien qu'on fit des plans de rattacher la question italienne à celle d'Orient, les rapports avec le Monténégro n'étaient pas, tout de même, au premier plan et parfois l'Italie réalisait, précisément à l'aide de ces rapports, ses buts dans le domaine de la politique extérieure. Quant au Monténégro, l'existence de l'ennemi commun

– Autriche – ainsi que les efforts que faisait l'Italie pour lier sa lutte de libération et d'unification nationales aux mouvements des peuples balkaniques ont créé la possibilité potentielle de trouver en Italie l'appui pour la réalisation des propres buts de politique extérieure et en même temps d'élargir le bloc des grandes puissances sympathisantes. En outre, quelques autres éléments constituaient la base de coopération et en même temps facilitaient psychologiquement aux masses d'être prêtes à l'accepter: le principal but de la politique extérieure – libération de leurs frères vivant sous la domination étrangère, et unification avec eux; caractère national-libérateur de la lutte armée de l'un et de l'autre peuple; tactique commune dans la question d'Orient – instigation des complications dans les Balkans ou leur utilisation. A cause de tout cela, les rapports entre l'Italie et le Monténégro étaient presque exclusivement de caractère politique. En dépendance du fait combien les circonstances générales permettaient la réalisation des plans de l'un et de l'autre parti, les périodes de la grande activité alternaient avec les périodes de longue stagnation.

Jusqu'à l'année 1881 on distingue, en général, deux périodes: jusqu'à la fin des années soixante du XIX<sup>e</sup> siècle et après cela. Dans la première période les rapports sont pour la plupart indirects; c'est la politique de la France envers l'Autriche et la Russie en considération des buts de cette puissances en Italie qui leur donne le cadre général. L'initiative dans cette période est entre les mains des forces révolutionnaires-démocratiques italiennes et elle est mise en oeuvre par les émissaires non-officiels, en général agents des émigrations polonaise et hongroise. On n'a pas pu établir si Mazzini avait, jusqu'au milieu des années soixante, les contacts directs avec le Monténégro et l'Herzégovine, bien qu'il soit probable que parmi les émissaires non-officiels italiens qui circulaient à travers l'Herzégovine de 1858 à 1862 il y avait aussi des mazziniens. Comme le gouvernement italien à cette période ne se proposait pas comme objectif la solution radicale de la question d'Orient, mais seulement le mouvement parmi les peuples balkanique en vue d'affaiblir l'Autriche, le Monténégro dans ces années-là n'était que le **moyen** dont la Sardaigne officielle, resp. la nouvelle Italie se servaient pour amener une solution diplomatique favorable à Venise. De là, l'action armée commune, dont le but était de susciter des complications à l'Autriche, du côté italien il n'existait pas un programme politique précisément élaboré par rapport au Monténégro et aux insurgés de l'Herzégovine. On entrevoyait la solution politique dans les cadres des plans assez vagues de la confédération danubienne avec la Hongrie à la tête; en réalité, on comptait toujours, ouvertement ou en secret, avec l'échange de l'Herzégovine contre Venise. A la vérité, l'Italie admet, analoguement aux autres grandes puissance, l'indépendance de fait du Monténégro; a partir de l'année 1864, pourtant, de plus en plus et depuis 1867 aussi officiellement, on accepte la conception du gouvernement serbe de la création d'un état sud-slave avec la Serbie et le prince Michel à la tête, auquel s'associerait en perspective aussi le Monténégro. Comme en ce temps-là au sommet politique monténégrin prédominait l'opinion que la

Turquie était trop faible et que le Monténégro, en conflit avec elle, ne pouvait que gagner, on ne posait pas, pour la coopération avec l'Italie, d'autres conditions outre qu'on en attendait l'aide matérielle, en armes avant tout.

Dans la seconde période qui embrasse les années soixante-dix, en premier lieu sont les rapports entre les gouvernements et les autres représentants officiels. A cette période-là se distinguaient les années de la crise d'Orient et de la mise en pratique des décisions du Congrès de Berlin, relatives au Monténégro, 1875-1881. Malgré une accalmie dans les relations mutuelles après l'annexion de Rome en 1870, on s'aperçut vite que la tradition de la lutte commune de la période précédente était toujours vivante dans l'opinion publique démocratique italienne; l'action pour l'aide aux insurgés et au Monténégro durera pendant toute la crise. S'inspirant des traditions démocratique de Risorgimento, au nom de la solidarité avec les anciens combattants italiens et participants aux mouvements nationaux dans les Balkans et même au Monténégro et en Herzégovine, les volontaires italiens partaient en 1876 en aide aux insurgés, à la Serbie et au Monténégro. Quant à l'Italie officielle, une des raisons pour sa politique de réserve envers les peuples balkaniques et, par conséquent, aussi au Monténégro dans cette deuxième période, était de toute façon aussi le fait qu'après l'unification réalisée en 1866 et la proclamation de Rome pour capitale en 1870 ont cessé aussi le besoin et la base d'une politique extérieure active. Mais l'essence de cette politique de réserve résidait ailleurs: au temps de la crise d'Orient, la gauche bourgeoise en tant que partie de la classe bourgeoise qui était venue au pouvoir, n'avait plus besoin d'alliance révolutionnaire ou politique avec les peuples opprimés des Balkans pour réaliser ses objectifs de classe ou même politiques, comme c'était le cas dans les années soixante. Les années 1875-1878 ont même marqué le terme de la pensée politique progressiste de l'opinion publique démocratique italienne: l'adoption du principe de nationalité dans les Balkans sera liée pendant tout le temps aux exigences de l'Italie d'obtenir la compensation. Et lorsque ces revendications relatives aux provinces italiennes sous l'Autriche-Hongrie, ne seront pas satisfaites l'opinion publique italienne se tournera vers l'Albanie et les conséquences se feront sentir aussi par rapport au Monténégro. Les sentiments anciens de solidarité avec la lutte armée du peuple monténégrin se transformeront, vers la fin de cette période, en leur contraire.



## NOTES

\* Les relations entre le Monténégro et l'Italie dans cette période n'ont fait l'objet d'un traitement spécial, ni dans notre historiographie ni dans l'historiographie étrangère. Les données sur l'attitude de l'Italie peuvent être trouvées dans notre littérature sur la politique générale du Monténégro et dans la littérature italienne dans les oeuvres qui, surtout en ce dernier temps, traitent, d'une façon plus détaillée, la coopération de l'Italie avec les peuples dans la région danubienne et dans les Balkans en ces années-là. Dans toutes ces oeuvres, les rapports monténégrins-italiens ne sont traités que fragmentairement.

Le présent travail est basé sur les recueils publiés de documents diplomatiques, en premier lieu italiens (Documenti diplomatici concernenti gli Affari d'Oriente, presentati dal ministro degli Affari Esteri (Melegari) nella tornata del 3. III 1877, No XII; I documenti diplomatici italiani, serie II, vol. VI (1. I 1875 – 24. III 1876), vol. X (24. III – 16. X 1878); les principaux journaux italiens et *Glas Crnogorca* (Voix du Monténégrin) de cette époque; les matériaux provenant des archives du pays (Musée d'État Cetinje, fonds Nicolas I<sup>er</sup> et Actes nouveaux; Archives d'État Zadar, Actes présidiaux), ainsi que les documents des Archives des Ministères des Affaires Étrangères italiens, français et autrichiens (Archivio storico: Scutari 267, 609; Sarajevo 268, 610; Montenegro 192, 1377; Turchia 1226–1234, 1446–1461; Austria 1109, 1110; Austria-Ungheria 1245–1246), Archives diplomatiques, Correspondance diplomatique et consulaire, Italie, vol. 1–15, 43–52, Staat-sarchiv, Politisches Archiv, Italien, 89, 90).

De la littérature qui se rapporte à cette période et à ces problèmes nous ne citerons que les oeuvres ayant été directement utilisées pour ce travail: La politica estera italiana 1875–1916; *Bibl. italiana di politica estera* No 2, Bitonto 1916; Kerofilas Costas, *La Grecia e l'Italia nel Risorgimento italiano*, Firenze 1919; Anzilotti Antonio, *Italiani e Jugoslavi nel Risorgimento*, Roma 1920; Čorović Vladimir, *Luka Vukalović i hercegovački ustanici od 1852–1862*, Beograd 1923; Novak Grga, *Italija prema stvaranju Jugoslavije*, Zagreb 1925; id., *Maninova vlada, nacionalni komitet i garibaldinci u odnosu na Dalmaciju*, *Zbornik Historijskog instituta Jugoslavenske akademije*, Zagreb, 1960, 23–58; Latković Vido, *Nešto o Njegošu i Bokeljima u godini 1848*, *Zapisi* 1938, 329–335; Stulli B., *Tršćanska „Favilla” i Južni Sloveni*, *Anali Jadranskog instituta*, Zagreb 1956, 7–82; Đurđević Miroslav, *Italija i Balkan u vremenu italijanskog ujedinjenja*, *Pregled*, Sarajevo 1957, no 7–8, 45–46; Tamborra Angelo, *Balcani, Italia ed Europa nel problema della Venezia (1859–1861)*, (1859–1861), *Rassegna storica del Risorgimento*, ott.–dic. 1957, 813–818; id. *Cavour e i Balcani*, Torino 1938; id. *Garibaldi e l'Europa*, Salerno 1961; id. *L'Europa centro-orientale nei secoli XIX–XX (1800–1920)*, vol. I–II, Milano 1973; Stanojević Gligor, *Prilozi za diplomatsku istoriju Crne Gore od Berlinskog kongresa do kraja XIX vijeka*, *Istorijski časopis* XI, Beograd 1961, 149–173; Pavićević Branko, *Crna Gora u ratu 1842. godine*, Beograd 1963; Milutinović Kosta, *Njegoš u borbi za Dalmaciju 1848*, *Zadarska revija* 1964, no 1, 1–18; Stefani Giuseppe, *Il problema dell'Adriatico nelle guerre del Risorgimento*, Udine 1963; Marcella Deambrosis, *La partecipazione dei garibaldini e degli internazionalisti italiani all'insurrezione di Bosnia ed Erzegovina nel 1875–1876 e alla guerra di Serbia*, *Studi Garibaldini e altri saggi*, Mantova 1967; Pacor Mario, *Italia e Balcani del Risorgimento alla Resistenza*, Milano 1968; Petrović Rade, *Nacionalno pitanje u Dalmaciji u XIX stoljeću*, Sarajevo 1968; Pierazzi Giuseppe, *Mazzini e gli Slavi dell'Austria e della Turchia*, *Atti del XLVI congresso di storia del Risorgimento italiano*, Genova 1972; id. *Gli Slavi del Sud nella politica italiana dal Congresso di Parigi alla liberazione del Veneto 1856–1866*, *Convegno degli storici italiani e jugoslavi*, Firenze 1977; id. – Pirjavec Jože, *Niccolo Tommaseo tra Italia e Slavia*, Venezia 1977; id. *Die italienischen Strömungen und ihre Beziehungen zu den Balkanlawen in der 2. Hälfte des 19. Jahrhunderts*, *Der Berliner Kongress von 1878*, *Internationale Tagung*, Mainz 1978; Vujović Dimitrije – Dimo, *Crna Gora i Francuska 1866–1914*, Cetinje 1971; Aleksić–Pejković Ljiljana, *Srpska štampa i ratovi za oslobođenje i ujedinjenje Italije 1859–1866. godine*, *Istorijski časopis* XX Beograd 1973, 251–306; id. *Planovi o povezivanju italijanskog i istočnog pitanja i srpsko-italijanski odnosi za vreme istočne krize 1861–1862. godine*, *Istorijski glasnik*, Beograd 1975, no 1–2, 23–47; id. *Italija u istočnoj krizi 1875–1878. godine*, *Balkanica* VI, Beograd 1975, 147–166; Šepić Dragovan, *La politica dell'Italia nella crisi d'Oriente del 1875–1878. e gli Slavi del Sud*, *Convegno degli storici italiani e jugoslavi*, Firenze 1977; Hrabak Bogumil, *Italijanski*

konzul u Skadru B. Berio o arbanaškom pitanju 1876–1878; Ražnatović Novak, Crna Gora i Berlinski kongres, Cetinje 1979; Heer Caspar, Territorialentwicklung und Grenzfragen von Montenegro in der Zeit seiner Staatswerdung (1830–1887), Bern 1981; Pejović Đoko, Crna Gora u doba Petra I i Petra II, Beograd 1981.

\*\* La réaction violente du journal Srpske novine vers le milieu du mois d'avril déjà; la mission de l'agent du gouvernement serbe Matija Ban dans la région du littoral et auprès de Njegoš, en vue d'appuyer la demande de la Diète croate de l'incorporation de la Dalmatie à la Croatie; la participation du journal Srpske novine, par la plume de Matija Ban, à la polémique qui s'était enflammée vers la fin de l'année 1848 entre la presse de Venise et de Trieste d'un côté et de la presse croate de l'autre au sujet de la frontière yougoslavo-italienne future.